

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/54  
6 février 2003

(03-0800)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

## TROISIÈME SÉRIE DE QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES DOCUMENTS PRÉSENTÉS AU GROUPE DE NÉGOCIATION SUR LES RÈGLES

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 février 2003.

### Introduction

Ainsi que les Ministres l'ont indiqué dans leur mandat à Doha, les négociations sur les règles de l'OMC visent à clarifier et à améliorer les disciplines prévues par les Accords sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et sur les subventions et les mesures compensatoires, tout en préservant les concepts et principes fondamentaux ainsi que l'efficacité de ces Accords et leurs instruments et objectifs, et en tenant compte des besoins des participants en développement et les moins avancés. Conformément à ce mandat, nous jugeons essentiel que ces négociations soient conçues pour maintenir la vigueur et l'efficacité des lois sur les mesures correctives commerciales.

Les États-Unis présentent les questions ci-après, en espérant qu'elles favoriseront l'exécution du mandat conféré par les Ministres. Ils se réservent le droit de présenter d'autres questions ultérieurement sur ces documents et autres qui seront présentés au Groupe.

### TN/RL/W/6

1. S'agissant de la question des marchés cycliques, la communication indique que les "secteurs manufacturiers en rapide expansion" se heurtent à des problèmes similaires à ceux du secteur des denrées périssables. Comment les auteurs de la communication définissent-ils un "secteur manufacturier en rapide expansion"? En quoi précisément leur situation est-elle semblable à celle du secteur des produits agricoles périssables? Les auteurs proposent-ils des disciplines antidumping différentes pour ces deux types de produits?

2. Pour ce qui est des données de fait disponibles, la communication pose la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'élaborer des "règles plus strictes" pour déterminer quand les "données de fait disponibles" devraient être utilisées dans une enquête. La communication fait-elle référence à l'utilisation des "données de fait" en général ou uniquement lorsque des "déductions défavorables" sont tirées? Comment une autorité administrante pourrait-elle inciter les parties interrogées à coopérer si l'utilisation des "données de fait disponibles" défavorables n'est pas une option? Quelles sources d'information devraient être utilisées par les Membres lorsque les exportateurs ne coopèrent pas?

3. La communication laisse entendre qu'il conviendrait d'introduire une disposition imposant de prendre en compte l'"intérêt public" dans le cadre des enquêtes antidumping. Tous les Membres

seraient-ils tenus d'utiliser les mêmes critères concernant l'"intérêt public"? Quelle flexibilité un Membre devrait-il avoir pour définir son propre intérêt public?

TN/RL/W/28/Rev.1

1. Les auteurs de la communication disent qu'un de leurs objectifs est d'"éviter de faire peser une charge excessive sur les défendeurs". Quelle définition donnent-ils des "défendeurs"? Faudrait-il faire en sorte d'éviter de faire peser une charge excessive sur les membres de la branche de production nationale au moment d'évaluer si cet objectif est rempli en ce qui concerne l'examen des activités de collecte de renseignements se rapportant à la demande et à la détermination de l'existence d'un dommage grave?

2. Dans le but de renforcer la transparence, la prévisibilité et l'équité, les auteurs examinent les interprétations et applications arbitraires et leur effet sur la prévisibilité et l'équité, mais ne mentionnent pas la transparence. Les auteurs pensent-ils qu'améliorer la transparence dans les procédures antidumping et les procédures en matière de droits compensateurs réduira les interprétations et applications arbitraires?

TN/RL/W/29

1. Les États-Unis demandent des précisions en ce qui concerne la question de la définition des "importations faisant l'objet d'un dumping". Cette proposition vise-t-elle à recommander que l'Accord soit clarifié afin que les "importations faisant l'objet d'un dumping" soient définies par rapport à telle ou telle société et non comme étant la totalité des importations visées par l'enquête? Les auteurs de la communication soutiennent-ils que si une marge de dumping *de minimis* est calculée pour les importations en provenance d'un producteur donné, ces importations ne devraient pas être considérées comme des importations faisant l'objet d'un dumping aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage?

2. Les auteurs soulèvent la question de la quantité suffisante des ventes aux fins de la détermination de la valeur normale et demandent si cette quantité devrait être évaluée par rapport à l'ensemble du produit visé par l'enquête ou par rapport aux "catégories" de ce produit. Ils disent qu'un objectif des négociations devrait être d'éviter les méthodes réduisant l'utilisation des ventes sur le marché intérieur ou accroissant l'utilisation de la valeur construite. Dans un souci de clarification, les auteurs sont-ils d'avis que l'application de ce critère à toutes les ventes sur le marché intérieur pendant la période couverte par l'enquête prise en considération (parfois désignées par l'expression "produit similaire étranger"), plutôt qu'aux sous-catégories de ce produit, serait moins susceptible d'aboutir à l'utilisation de la valeur construite? Sur quoi repose cet avis?

3. S'agissant de la proposition d'examiner une définition de ce qui constitue une "association ou un arrangement de compensation" au sens de l'article 2.3, dans quelle mesure, selon les auteurs, la définition des "parties liées" figurant à l'article 4.1 pourrait-elle servir utilement de base à cette nouvelle définition? Selon les auteurs, des changements éventuels seraient-ils nécessaires?

4. En ce qui concerne ce que l'on appelle la disposition relative au "prix moindre" de l'article 8.1, y a-t-il, de l'avis des auteurs, une différence technique entre cette disposition et la disposition relative au "droit moindre" de l'article 9.1?

5. Selon les auteurs, quel critère devrait être appliqué pour déterminer le caractère suffisant des avis au public et des déterminations rendues publiques? Les auteurs conviennent-ils que l'article 12 traite du contenu des avis au public et que les questions relatives à la façon dont l'autorité chargée de l'enquête doit réaliser son analyse quant au fond (par exemple, détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage) sont traitées dans d'autres articles de l'Accord?

6. Les États-Unis estiment que les critères de transparence généraux valables pour les déterminations préliminaires et finales devraient s'appliquer de même aux avis au public et aux explications concernant l'ouverture d'une procédure; toutefois, les auteurs conviennent-ils que le caractère suffisant de ces avis au public et de ces explications doit être apprécié compte tenu des renseignements limités dont disposent les autorités chargées de l'enquête à un stade aussi précoce de l'enquête?

7. Le Comité sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 a adopté une recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping qui semble faire pendant à la proposition des auteurs sur cette question (voir le document G/ADP/6 (16 mai 2000)). La proposition des auteurs est-elle différente de cette recommandation?

---